



Objectifs

- Respecter le cadre juridique pour la détention d'animaux, l'identification et la traçabilité
- Respecter les obligations sanitaires



Principes généraux

- Acquérir un animal et régulariser administrativement
- Obtenir son numéro de cheptel
- Choisir son vétérinaire sanitaire
- Réaliser les suivis sanitaires obligatoires
- Tenir un registre



Que dit la loi ?

Acquisition d'animaux

Vous pouvez acquérir votre animal :

- auprès d'un particulier,
- ou auprès d'un refuge ou d'un éleveur.

Lors de l'achat ou du don, le vendeur doit vous remettre :

- une attestation de cession,
- un document d'information sur les caractéristiques et les besoins de l'animal,
- un document de circulation (le cédant et le nouveau propriétaire en garde un exemplaire chacun)

Détention d'animaux

Vous n'avez pas besoin d'autorisation pour détenir un animal domestique.

La liste des espèces domestiques d'animaux est limitativement fixée par arrêté ministériel (arrêté du 11 août 2006).

Les moutons, chèvres, vaches... sont considérés comme des animaux d'élevage et relèvent de la réglementation du code rural.

Un détenteur d'animaux d'élevage doit se déclarer à l'Établissement De l'Élevage (EDE) de son Département qui lui attribue un numéro national d'exploitation, encore appelé un numéro de cheptel.

Chaque année, un imprimé de recensement du cheptel est à envoyer à l'EDE.

Vous devez informer l'EDE, dans les 7 jours, en cas d'arrivée ou de cession d'un animal. Vous devez également informer l'EDE en cas de mort d'un animal au plus tard lors de l'enlèvement du cadavre.

Pour connaître les coordonnées de votre EDE et la démarche à suivre, contactez votre chambre régionale d'agriculture.

Chambre d'agriculture de Seine-Maritime

Chemin de la Bretèque

Cité de l'agriculture

76230 Bois Guillaume

Tél : 02 35 59 47 47 / Mél : chambre.agriculture@seinemaritime.chambagri.fr

Vous devez désigner un vétérinaire sanitaire, dès le 1^{er} animal détenu au moyen du formulaire dédié (Cerfa n° 15983*01 téléchargeable sur https://www.formulaires.service-public.fr/gf/cerfa_15983.do)

Dans le cadre de l'éco-pâturage, plusieurs vétérinaires sanitaires peuvent être désignés. Ce vétérinaire sera chargé d'effectuer les mesures de dépistage, de surveillance et de lutte contre les maladies réglementées.

La liste des vétérinaires disposant de l'habilitation sanitaire dans votre département est disponible :

- sur le site de votre préfecture,
- ou sur demande auprès de la Direction départementale (de la cohésion sociale) et de la protection des populations (DDPP).

Le formulaire complété et signé par le vétérinaire est à adresser à la DDPP.

DDPP de la SEINE-MARITIME

30 rue H. Gadeau de Kerville - Immeuble Les Galées du Roi
BP 1072
76173 ROUEN CEDEX
Tél. : 02 32 81 88 60
Mél : ddpp@seine-maritime.gouv.fr

Identification et traçabilité

Lors de l'entrée ou de la sortie de l'animal d'un élevage, il doit être identifié par deux boucles auriculaires.

Chaque animal né sur l'exploitation doit être identifié à l'aide de boucles auriculaires, au plus près de la naissance et au plus tard dans les 6 mois suivants sa naissance. Les boucles perdues ou illisibles doivent être remplacées immédiatement (par la pose d'un repère provisoire rouge puis d'une boucle de remplacement à l'identique).

Vous devez tenir un registre et garder pendant 5 ans :

- Les documents de circulation de vente, achat, ou des mouvements entre les sites d'élevage d'éco-pâturage
- Le recensement annuel
- Le carnet d'agnelage ou de mises-bas
- Les documents administratifs ayant trait à son élevage : attestations sanitaires, résultats d'analyses, factures...
- L'enregistrement sur un registre des dates de poses des boucles auriculaires ainsi que le tableau des boucles temporaires de couleur rouge
- L'enregistrement des traitements médicamenteux administrés aux animaux (nom du médicament, date, n° des animaux concernés, délai d'attente avant de pouvoir consommer la viande ou le lait),
- Les ordonnances du vétérinaire, le bilan sanitaire de l'élevage, le protocole de soin et le compte-rendu des visites annuelles.

Pour aller plus loin

Arrêté du 6 août 2013 relatif à l'identification des animaux de l'espèce bovine
Arrêté du 19 décembre 2005 relatif à l'identification des animaux des espèces ovine et caprine

Obligations sanitaires

Selon la réglementation, tous les cheptels bovins et petits ruminants doivent obligatoirement être soumis à un dépistage de prophylaxie annuel.

La prophylaxie bovine

Elle porte sur les maladies suivantes : tuberculose, brucellose, leucose.

Ci-dessous, les modalités de dépistage :

	CHEPTELS ALLAITANTS	CHEPTELS LAITIERS	RYTHME
BRUCELLOSE	Analyses de sang sur 20 % des bovins de plus de 24 mois	Analyse sur lait de tank	Tous les ans
LEUCOSE	Analyses de sang sur 20 % des bovins de plus de 24 mois	Analyse sur lait de tank	Tous les 5 ans
TUBERCULOSE	Intra dermo tuberculination comparative sur tous les bovins de plus de 24 mois		Tous les ans

La prophylaxie des petits ruminants

Elle porte sur les maladies suivantes : brucellose et agalactie.

Les modalités de dépistage sont les suivantes : une prise de sang 1 fois tous les 5 ans (fréquence définie en fonction du niveau sanitaire du département) avec dépistage de 25% des brebis de plus de 6 mois (au minimum 50 animaux) + tous les mâles + tous les animaux introduits dans l'élevage depuis la dernière prophylaxie.

Information pratique

Les petits détenteurs peuvent être dispensés de prophylaxie (après demande de dérogation auprès de la DDPP) :

- détenteurs de 5 (ou moins) petits ruminants de plus de six mois ; **ET**
- ne disposant pas de SIRET associé à un code NAF « production animale » ; **ET**
- ne détenant pas d'autres espèces sensibles à la brucellose (bovins par exemple); **ET**
- ne procédant à aucune vente, prêt ou mise en pension d'animaux dans d'autres troupeaux ; **ET** n'envoyant pas d'animaux à l'abattoir sauf pour consommation personnelle.

Pour en savoir plus sur les maladies animales : <https://agriculture.gouv.fr/maladies-animales>

Cas des zoonoses : maladies transmissibles entre l'Homme et l'animal

(<https://agriculture.gouv.fr/fiches-zoonoses>)

Certaines zoonoses relèvent de dispositions réglementaires propres à la santé publique (maladies à déclaration obligatoire).

Le signalement de ces maladies par le médecin permet aux autorités de mettre en place des mesures de santé publique ou d'adapter les mesures déjà existantes, comme par exemple pour la brucellose. En cas de contact avec un animal reconnu malade ou l'apparition de symptômes, consulter votre médecin en lui indiquant votre profession.

Que faire en cas de décès des animaux ?

Cas des poneys, chevaux, ânes

Vous devez contacter un service d'équarrissage.

Vous pouvez contacter l'entreprise de votre choix. Les conditions d'enlèvement et de paiement dépendent de l'entreprise choisie. Vous devez déclarer la mort de votre animal sur le site de l'Institut français du cheval et de l'équitation (IFCE) :

<https://www.ifce.fr/ifce/sire-demarches/mon-espace-sire/>

Autre animal de grande taille (moutons, chèvres, bovins...)

Vous devez avertir, dans les 48 heures au plus tard, un service d'équarrissage.

Ce service est chargé d'enlever les cadavres d'animaux dans un délai de 2 jours francs après réception de votre déclaration.

Le service d'équarrissage est payant. Les tarifs sont libres selon les entreprises d'équarrissage. Ils varient notamment en fonction du poids de l'animal et du nombre de kilomètres parcourus pour le transporter. Les coordonnées du service d'équarrissage sont disponibles en mairie.

A noter : s'il s'agissait d'un mouton ou d'une chèvre, vous devez déclarer son décès auprès de votre établissement départemental de l'élevage (EDE) au plus tard lors de l'enlèvement du cadavre.

Attention : jeter la dépouille de son animal dans la nature ou tout autre lieu, peut être puni d'une amende de 3 750 €.

Transport des animaux

Le certificat de compétence

La détention d'un CCTROV (ex CAPTAV) Certificat de Compétence au Transport Routier d'Ongulés Domestiques et de Volailles est obligatoire (il doit pouvoir être présenté lors des contrôles routiers par exemple) :

- pour tout transport des animaux vertébrés (bovins, ovins, caprins, porcins, volailles, équidés, chiens, chats...), y compris pour le transport de ses propres animaux,
- seulement si ce transport se fait sur plus de 65 km et qu'il a une vocation commerciale.



Détenteur d'animaux : quelles responsabilités ?

Différence entre responsabilité civile et responsabilité pénale

La responsabilité civile a pour objectif la réparation de préjudice subi par une personne au moyen de dommages et intérêts. Ces dommages et intérêts peuvent être pris en charge par l'assurance responsabilité civile de la personne physique ou morale (éleveur) mise en cause.

La responsabilité pénale a pour objectif de réparer une atteinte à la société. Elle peut déboucher sur une amende ou de l'emprisonnement.

La notion de « gardien » au sens juridique

Le gardien de l'animal au sens juridique est la personne qui a sur l'animal un pouvoir de direction, de contrôle et d'usage. Le gardien est le propriétaire de l'animal sauf si la garde a été transférée à une autre personne (location, pension...). Une personne morale (association, société...) peut être reconnue comme gardienne d'un animal.

En cas de divagation d'animaux

Le Code Rural interdit la divagation des animaux domestiques, des animaux sauvages domestiqués ou tenus en captivité (art L 211-19-1 du Code Rural).

Tout animal est en état de divagation lorsqu'il se trouve hors de la propriété de son maître ou de son responsable, et hors de la surveillance, du contrôle ou de la direction de ceux-ci.

Lorsque des animaux errants sans détenteur ou dont le détenteur refuse de se faire connaître sont trouvés divaguant sur des terrains appartenant à autrui, le propriétaire lésé a le droit de les conduire ou de les faire conduire au lieu de dépôt désigné par le Maire.

En cas de dommages causés par les animaux

Il arrive qu'un animal cause des dommages susceptibles de mettre en cause la responsabilité de son propriétaire ou de son détenteur. L'article 1243 du Code civil prévoit ainsi que « le propriétaire d'un animal, ou celui qui s'en sert, pendant qu'il est à son usage, est responsable du dommage que l'animal a causé, soit que l'animal fût sous sa garde, soit qu'il fût égaré ou échappé ».

L'article 1243 du Code civil instaure une présomption de responsabilité pesant sur le propriétaire de l'animal. Cette présomption peut céder lorsque la personne dont la responsabilité civile est susceptible d'être engagée du fait du dommage causé par un animal démontre l'existence d'une faute de la victime ou d'un tiers.

La jurisprudence considère que le propriétaire de l'animal s'exonère de cette présomption s'il prouve que les dommages proviennent d'un fait imprévisible d'un tiers. C'est par exemple le cas lorsque l'acte de malveillance d'un tiers ayant fracturé, de nuit et à l'insu du propriétaire, la clôture et le cadenas d'un enclos a par la suite entraîné la réalisation d'un dommage.